

Yves Citton

## **Valeur et prix des humanités**

### **Professionnalisation et culture commune**

Il est certainement urgent de s'interroger sur la valeur des enseignements en langues et en sciences humaines. Le sentiment commun est désormais que l'avenir de ces enseignements ne va nullement de soi : autant que la question de leur périmètre, qui a toujours été âprement débattue, c'est celle de leur survie même qui se pose au moins depuis quelques décennies, et de façon accélérée avec les transformations numériques. Aura-t-on encore besoin d'apprendre des langues étrangères lorsqu'il suffira de passer un pdf ou un e-book dans Google Translate pour en avoir aussitôt une (bonne) traduction dans sa langue propre, ou lorsque Siri affichera une traduction simultanée de ce que nous dit un passant interrogé dans la rue ? Aura-t-on du temps à perdre à enseigner la littérature lorsque les pressions de la compétitivité néolibérale auront intégralement « professionnalisé » nos cursus d'études ?

Même si nos disciplines n'en finissent pas de tomber des nues, voilà déjà assez longtemps qu'on se demande pour combien de temps encore il sera considéré comme « rentable » de financer des enseignements en lettres, arts et sciences humaines – disciplines que je rangerai sous la catégorie générale d'« humanités » (au sens anglais de *Humanities*). Le problème plus pertinent me semble être aujourd'hui de comprendre *quels appareils de mesure* sont mobilisés pour répondre à une telle question, et à *quelle échelle*. Les « projets d'avenir » de nos disciplines doivent impérativement faire face à ces problèmes s'ils ne veulent pas bâtir l'avenir en question sur un château de sable. Je m'efforcerai ici de formuler ce problème à partir d'un exemple concret importé des USA, mais éclairant pour le cas français, malgré les différences évidentes et profondes qui séparent encore les deux côtés de l'Atlantique.

#### **Petite remarque et grande enquête**

Le 30 janvier 2014, lors d'une conférence dans une usine de General Electric à Waukesha, dans le Wisconsin, le président Obama a dit que « les gens peuvent potentiellement gagner beaucoup plus avec de bonnes compétences manuelles et un apprentissage qu'ils ne pourraient le faire avec un diplôme en histoire de l'art ». Bien entendu, dès le lendemain, tout ce que les États-Unis comptent d'enseignants d'histoire de l'art, et plus généralement de praticiens et d'apologistes des *Humanities*, lui sont tombés sur le dos pour l'accuser de saper les valeurs fondamentales de l'éducation humaniste. Sitôt après avoir énoncé la phrase en question, visiblement improvisée, et anticipant immédiatement la réaction qu'elle allait déclencher, le président avait pourtant bien pris soin de préciser : « Bien sûr, il n'y a rien de mal à faire de l'histoire de l'art – j'adore l'histoire de l'art, et je ne veux pas recevoir des piles de courriels de toutes parts à ce sujet. Tout ce que je dis, c'est qu'on peut bien gagner sa vie et faire une belle carrière sans avoir de diplôme universitaire, pour autant qu'on acquière les compétences et l'apprentissage dont on a besoin ». Deux semaines plus

tard, il devait encore prendre la peine de s'excuser par écrit envers un enseignant du Texas qui lui reprochait sa phrase malheureuse : « Je vous prie d'excuser ma remarque impromptue. Je parlais du marché de l'emploi, non de la valeur de l'histoire de l'art. Il se trouve que l'histoire de l'art était un de mes sujets favoris au lycée, et qu'elle m'a aidé à avoir des expériences d'épanouissement durant ma vie, à côté desquelles je serais passé sans elle »<sup>1</sup>.

Un observateur distant (cruel ? réaliste ?) dirait que toute la différence entre les présidents G. W. Bush et Barack Obama tient à ce que le second a l'intelligence d'anticiper immédiatement les réactions causées par une telle phrase, puis la politesse de s'en excuser. Mais malgré leur rapport très différent à la culture, les deux présidents paraissent bien s'accorder sur un point – qui relève de leur époque plus que de leur idéologie : *un parcours d'études constitue un investissement*. On peut en tirer plus ou moins de revenus – même si ces revenus peuvent être de natures différentes (*make more money, make a better living, take a greater deal of joy*). Cela semble relever de l'évidence, et il faut toute l'hyper-sensibilité d'enseignants à la fois névrosés et paranoïaques pour y trouver à redire. Les familles, les bourses et/ou les prêts étudiants ne doivent-ils pas investir des milliers d'euros ou de dollars pour financer les années passées sur les bancs d'universités ? L'État ne compte-t-il pas ces investissements en termes de milliards ? N'est-il pas raisonnable de mesurer et de comparer ce que les futurs salariés, ainsi que l'économie nationale, retireront de ces investissements ?

Quoiqu'on pense des sentiments réels du président Obama, un deuxième phénomène culturel me paraît à la fois aider à contextualiser sa petite phrase plus ou moins malheureuse, et fournir un cadrage beaucoup plus significatif quant aux « Projets d'avenir » des sciences humaines. Comme ils le font désormais chaque année, les analystes de l'entreprise PayScale viennent de publier la version 2014 de leur *College ROI Report*, consultable en ligne<sup>2</sup>, qui compare systématiquement les frais d'inscription payés pour accéder à une université nord-américaine (frais qui peuvent parfois se monter à 60 000 dollars par an) et les salaires gagnés ultérieurement par les détenteurs des diplômes obtenus dans chaque institution. Nous sommes ici au cœur de la question posée plus haut puisque ROI sont les initiales de *Return On Investment* (retour sur investissement).

Plutôt que d'en analyser les résultats, demandons-nous surtout comment fonctionne cette étude. Sans entrer dans les détails de collection des données, qui mériteraient une longue analyse, mentionnons seulement qu'il s'agit de *Bachelor's degrees* (BA), soit du diplôme qu'on obtient après environ quatre ans d'études *undergraduate*, ce qui ne correspond pas exactement à une licence française, si ce n'est que le BA permet comme la licence de s'inscrire pour des études *graduate* de master (MA) puis de doctorat (PhD). Une particularité de cette enquête est toutefois de ne tenir compte que des étudiants engagés dans un emploi à

---

<sup>1</sup> Remarque du 30 janvier : « Folks can make a lot more potentially with skilled manufacturing or the trades than they might with an art history degree. Now, nothing wrong with an art history degree — I love art history. So I don't want to get a bunch of emails from everybody. I'm just saying, you can make a really good living and have a great career without getting a four-year college education, as long as you get the skills and training that you need. » Réponse de février : « Let me apologize for my off-the-cuff remarks. I was making a point about the jobs market, not the value of art history. As it so happens, art history was one of my favorite subjects in high school, and it has helped me take in a great deal of joy in my life that I might otherwise have missed » (citations et vidéo disponibles, entre autres, sur le site <http://www.politico.com/story/2014/02/president-obama-apologizes-to-art-history-professor-103626.html>, consulté le 1er mai 2014).

<sup>2</sup> <http://www.payscale.com/college-roi/> toutes les données ci-dessous sont tirées de ce site, consulté le 1er mai 2014.

plein temps qui n'ont pas continué au-delà du BA – ce qui entraîne des distorsions considérables sur les résultats, distorsions généralement ignorées par les utilisateurs de ces rapports.

## 2014 Payscale COLLEGE ROI REPORT

CURRENTLY VIEWING: Full List

How do you measure the value of a college education? PayScale has the salary data to rank hundreds of U.S. colleges and universities based on total cost and alumni earnings. Find the best returns on investment by school type, location, major and more.

Find Out Exactly What You Should Be Paid

Job Title:

Submit »

PayScale

---

### Best Schools

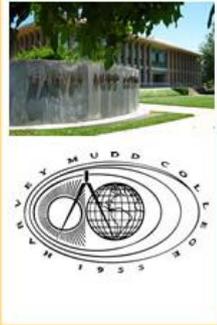
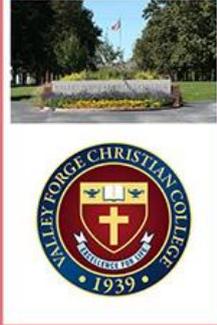
Type a school name to scroll... ▼

[Show All / Top 10](#)

Rank	School Name	2013 Cost (?)	20 Year Net ROI (?)	Annual ROI (?)	Grad Rate
1	<a href="#">Harvey Mudd College</a>	\$229,500	\$980,900	8.8%	88%
2	<a href="#">California Institute of Technology (Caltech)</a>	\$220,400	\$837,600	8.3%	92%
3	<a href="#">Massachusetts Institute of Technology (MIT)</a>	\$223,400	\$831,100	8.2%	93%
4	<a href="#">Stanford University</a>	\$236,300	\$789,500	7.8%	95%
5	<a href="#">Colorado School of Mines (In-State)</a>	\$114,200	\$783,400	11.0%	67%
6	<a href="#">Georgia Institute of Technology (In-State)</a>	\$92,250	\$755,600	11.9%	79%

PayScale propose en effet sur son site internet un formulaire permettant aux (parents des) futurs étudiants de spécifier un certain nombre de variables (l'État des USA où l'on souhaite faire ses études, le type de parcours de spécialisation qu'on a en tête, le fait qu'on bénéficie ou non d'une bourse d'étude, qu'on souhaite habiter sur le campus ou non, etc.) afin de calculer quelles sont les institutions d'enseignement les plus rentables répondant à ces critères. L'échelle par défaut est déterminée par les retours sur investissements qu'apportera le diplôme visé, en termes de plus-value salariale sur les 20 ou 30 ans à venir – à partir d'anticipations basées sur les déclarations de salaire qui alimentent constamment la base de données rassemblée par PayScale. Sans diplôme de BA, les moyennes statistiques estiment que vous allez gagner une somme  $S$  ; obtenir ce diplôme vous coûtera  $C$  ; au vu des salaires déclarés par les titulaires actuels de ce diplôme, vous gagnerez probablement  $S'$  sur les 20 ou 30 ans à venir ;  $S' - S$  mesure la plus-value salariale ( $PV_s$ ) apportée par le diplôme sur la période considérée ;  $PV_s - C$  mesure le retour sur investissement (ROI), que l'on peut comparer entre différentes universités. Si l'on contraste ce que PayScale présente comme l'université la plus rentable avec celle qui apparaît comme la moins rentable, on voit que la première, Harvey Mudd College (une école d'ingénieurs de Californie), rapporte un ROI sur

30 ans de 2 113 000 \$ pour des frais d'étude de 221 700 \$, alors que la dernière classée, Valley Forge College (une école religieuse de Pennsylvanie), coûtera 114 100 \$ pour un retour sur investissement *négatif* de 178 000 \$.

<p><b>#1: Harvey Mudd College</b></p> <p>30 Year Net ROI: \$2,113,000 2012 Cost: \$221,700 Graduation Rate: 84%</p> <p>For the second year in a row, this engineering powerhouse takes the top position on our list of Best Schools for ROI. Harvey Mudd may not be the most recognizable name on our list, but alumni can earn over \$2,000,000 during their lifetime if they earn a degree from this small school in Southern California. What is the secret to their success? Maybe it's their emphasis on a well-rounded education- they put a heavier emphasis on Liberal Arts studies than other Engineering Schools.</p> 	<p><b>#1485: Valley Forge College</b></p> <p>30 Year Net ROI: -\$178,000 2012 Cost: \$114,100 Graduation Rate: 55%</p> <p>When the total weighted cost to attend this small religious school in Pennsylvania adds up to \$114,000, and the most popular degrees awarded are in religious studies, it's no mystery why the ROI on this school is so low. Students here pursue noble studies, but they don't earn the big bucks with an education in theology.</p> 
---	--

Pour ce qui nous concerne ici, la partie la plus instructive du rapport de PayScale vient de la page qui oriente les étudiants potentiels à choisir non seulement entre différentes universités, mais entre différents parcours de spécialisation (*majors*). Même si la conception de l'enquête et du site met clairement au premier plan la question financière du ROI (*Majors That Pay You Back*), une page propose deux autres critères de sélection des parcours d'études : *Popular Jobs by Majors*, qui aide à aligner les études sur leurs débouchés professionnels, et *Majors That Change the World*, pour ceux aux yeux de qui « la signification du travail compte davantage que le montant du salaire ».

### Choosing a Major

Sort through PayScale's lists of majors to find out which majors have the highest salary potential and which majors can impact the world.

#### Popular Jobs by Majors



So you know what you want to study, but have you thought about what type of job it will lead to? See common jobs for popular majors.

#### Majors That Pay You Back



When it comes to cash flow, certain majors almost guarantee top earnings. See our list of college majors ranked by salary potential.

#### Majors That Change the World



If meaningful work, not a massive paycheck, matters most to you, see our list of college majors listed by graduates' reported level of meaning in their career.

Que nous donne à voir le classement des filières relativement aux revenus salariaux ? Un peloton de tête regroupe différents diplômes d'ingénieurs, de mathématiques appliquées et d'informatique, avec des salaires de milieu de carrière compris entre 160 000 et 100 000 \$ par

an. La première science « humaine » est l'économie qui arrive au 15<sup>e</sup> rang avec 97 000 \$. Il faut ensuite descendre jusqu'aux 45<sup>e</sup>, 48<sup>e</sup> et 49<sup>e</sup> rangs pour trouver la philosophie, les sciences politiques et la linguistique avec environ 78 000 \$ (juste après la publicité). Littérature anglaise et histoire sont autour du 60<sup>e</sup> rang, avec environ 71 000 \$, tandis que les études de français, d'allemand, l'anthropologie, la psychologie et les « *Humanities* » se regroupent autour du 80<sup>e</sup> rang avec environ 63 000 \$. Histoire de l'art, beaux-arts, arts du spectacle, sociologie, études classiques et religieuses se situent autour du 100<sup>e</sup> rang avec environ 57 000 \$.

Classement	Spécialisation ( <i>major</i> )	Salaire mi-carrière
1	Ingénierie pétrolière	160 000 \$
15	Économie	96 700 \$
44	Publicité	79 400 \$
45	Philosophie	78 300 \$
48	Sciences politiques	77 000 \$
49	Linguistique	76 800 \$
59	Littérature anglaise	71 400 \$
60	Histoire	71 000 \$
76	<i>French Language</i>	66 700 \$
82	<i>Humanities</i>	61 800 \$
94	Histoire de l'art	59 000 \$
95	Sociologie	58 800 \$
96	Théâtre	58 600 \$
100	Beaux-arts	58 200 \$
104	<i>Classics</i>	57 000 \$
115	<i>Interdisciplinary Studies</i>	53 400 \$

Si, à ne regarder que ce seul tableau de revenus salariaux, le résultat des courses ne paraît pas être disqualifiant pour les humanités, le concept technique de « retour sur investissement » éclaire ces données d'une lumière bien plus crue, qu'un long article de l'hebdomadaire *The Economist* résume assez brutalement. Après avoir relevé les beaux résultats des écoles d'ingénieurs, l'hebdomadaire britannique remarque que « les cours en arts et en humanités font voir un tableau plus mitigé » :

Tous [ces diplômés en arts] nourrissent sans doute l'âme, mais pas tous ne remplissent le portefeuille. Un diplôme en arts d'une université rigoureuse comme Columbia ou l'Université de Californie à San Diego est un très bon investissement. Mais un diplômé en arts de Murray State University dans le Kentucky peut s'attendre à gagner 147 000 \$ de moins sur 20 ans qu'un lycéen, une fois inclus ses frais de scolarité universitaire. Parmi les 153 diplômés en arts inclus dans l'enquête, 46 rapportent moins qu'un placement minimal sur 20 ans dans des bons du trésor. Et parmi ces 46, 18 indiquent des retours négatifs sur investissement.<sup>3</sup>

Si les arts et lettres ne remplissent pas forcément le compte en banque de leurs amants – on s'en doutait – peu importe finalement, dès lors que ces disciplines « nourrissent l'âme ». Les données rassemblées par PayScale montrent-elles dès lors une proportion inverse entre les

<sup>3</sup> « Is college worth it? », *The Economist*, 5 avril 2014, p. 40.

taux de rémunération salariale et les taux d'épanouissement intellectuel, comme le laissent entendre à la fois l'article de *The Economist* et les excuses de Barack Obama attribuant à ses cours d'histoire de l'art certaines de ses joies existentielles ultérieures ? Pas exactement... Ce sont les infirmiers (premier rang) et les travailleurs sociaux (5) qui disent trouver le plus de sens dans leur carrière, suivis d'assez près par les ingénieurs des industries pétrolières (16, ceux-là mêmes qui sont les mieux payés), tandis que les premières sciences sociales n'apparaissent que vers la 40<sup>e</sup> place, les humanités et les arts étant tous réduits à la moitié inférieure du tableau (entre la 70<sup>e</sup> position et la 100<sup>e</sup> position), avec moins de la moitié des diplômés trouvant du sens dans ce qu'ils font.

Classement	Spécialisation ( <i>major</i> )	Satisfaction
1	Infirmière	85 %
5	Travail social	78 %
16	Ingénierie pétrolière	72 %
43	Sciences sociales	60 %
48	<i>Interdisciplinary Studies</i>	58 %
58	Sociologie	55 %
61	<i>Liberal Arts</i>	54 %
66	Linguistique	53 %
74	<i>Humanities</i>	50 %
74	<i>French Language</i>	50 %
79	Littérature anglaise	49 %
79	Histoire de l'art	49 %
86	Histoire	48 %
86	Beaux-arts	48 %
92	Théâtre	47 %
109	Philosophie	44 %
109	Économie	44 %
124	<i>Classics</i>	36 %
126	Publicité	33 %

Ici aussi, il faut bien entendu prendre des précautions face aux questions posées par l'enquête et aux exclusions opérées. Les étudiants de licence qui auront trouvé le plus d'intérêt dans leur matière auront sans doute poursuivi leurs études au niveau gradué, et auront donc de ce fait été exclus de ces statistiques. La question posée est par ailleurs assez équivoque : ces chiffres donnent « le pourcentage de diplômés qui ont affirmé que leur emploi contribuait à améliorer le monde [*the percentage of graduates with a specific major who reported that their job makes the world a better place*] », ce qui est posé comme équivalent du « pourcentage de diplômés qui ressentent que leur emploi est porteur de sens [*who feel their job is meaningful*] ». Outre qu'on peut trouver du sens à une activité sans affirmer pour autant qu'elle rend le monde meilleur, on voit que cela mesure le taux de satisfaction envers *l'emploi* du diplômé, davantage qu'envers le contenu de ses études. On comprend qu'un étudiant muni d'une licence en philosophie ou en lettres classiques ne trouve guère de sens dans son travail, si son emploi consiste à rédiger des rapports d'audits internes au sein d'un grand groupe financier – et on ne saurait en faire porter le blâme à son professeur philosophie ou de latin.

Quelles que soient les nombreuses tares qui vicient assez irrémédiablement la signification réelle des chiffres collectés par le rapport de PayScale, ces chiffres projettent une

image qui n'est guère favorable aux disciplines relevant des humanités. Le site se fend certes d'une brochure de conseils, où Zachary First, détenteur de BA de philosophie (mais aussi d'un doctorat de Harvard) devenu directeur du Drucker Institute, souligne l'importance de développer une « passion pour le savoir et une réelle profondeur de connaissance sur quelque chose qui compte vraiment pour nous »<sup>4</sup>. Cette page dégoulinante de bons sentiments peine à compenser le message convergent asséné statistique après statistique : étudier les humanités, c'est dépenser beaucoup d'argent pour en gagner assez peu, voire pour en perdre beaucoup, et sans en tirer de satisfaction particulière. Les retours ne sont nulle part au rendez-vous des investissements.

### **L'impasse de la professionnalisation**

Quelles leçons tirer pour la France de la petite phrase du président Obama et de la grande enquête de PayScale ? Ne vivons-nous pas dans un monde complètement différent, où les études de licence ne coûtent pas 200 000 €, où (malgré quelques châtaigniers de la lie des hebdomadaires) la furie des classements n'a pas encore complètement colonisé des institutions d'éducation supérieure encore majoritairement publiques, où l'on regarde avec une condescendance amusée quiconque croirait sérieusement contribuer à *make the world a better place* ? Contrairement aux USA, fer de lance du capitalisme sauvage, n'avons-nous pas mis en place des garde-fous pour protéger nos cultures humanistes à grands efforts d'exception culturelle, de parrainage étatique des Arts et de présidents littérateurs ?

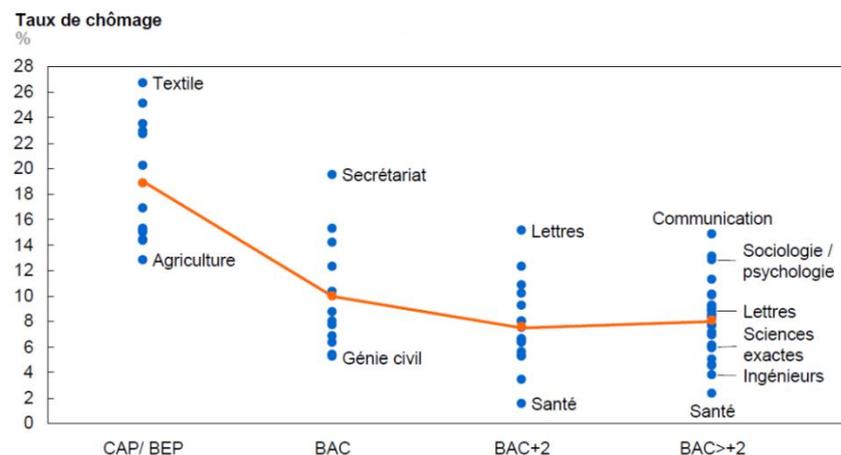
Le retour en France mérite d'être mis sous la lumière de deux citations collectées par Romuald Bodin et Sophie Orange dans leur ouvrage récent proclamant que *L'université n'est pas en crise*. Bien plus brutale et moins apologétique que Barack Obama, la ministre de l'Enseignement supérieur Geneviève Fioraso affirmait en mars 2013 que « dès la seconde, les jeunes doivent savoir que des filières comme l'histoire, la sociologie ou la psychologie connaissent des difficultés d'insertion ». En France comme aux USA, les « projets d'avenir » des langues, littératures et sciences humaines doivent compter avec l'ombre de cet avertissement sur les « difficultés d'insertion ».

---

<sup>4</sup> Zachary First, « When the Humanities Are Worth It » dans le dossier *Examining the Value of a College Degree*, p. 12, en ligne sur <http://www.payscale.com/content/value-college-degree.pdf> (consulté le 1er mai 2014).

**Bien que le risque de chômage diminue avec le niveau d'études, les écarts de taux de chômage selon les filières de formation sont élevés à tous les niveaux**

Périmètre : population active diplômée au cours des dix dernières années



SOURCE : INSEE, synthèse des études sur l'emploi de 2003 à 2009 ; analyse du McKinsey Global Institute

McKinsey Report, *L'emploi en France 2020*, mars 2012

Diplôme et spécialité de formation		Part des femmes parmi les actifs (%)	Taux de chômage BIT (%)	Part d'emplois à temps partiel (%)	Part des cadres et professions intermédiaires (%)	Salaire médian (euros 2009)
<b>BTS, DUT et équivalent</b>	Procédés, qualité, informatique indust.	6	8	2	75	1 640
	Agriculture, pêche, forêt, espaces verts	30	5	5	31	1 350
	Génie civil, construction, bois	19	3	4	81	1 590
	Mécanique	5	5	2	71	1 630
	Électricité, électronique	3	7	3	73	1 570
	Commerce, vente	55	9	8	50	1 460
	Finances, comptabilité, gestion	74	8	8	29	1 350
	Secrétariat, communication	83	11	13	44	1 340
	Informatique, réseaux	16	8	4	80	1 590
	Accueil, hôtellerie, tourisme	75	10	11	47	1 390
<b>Deug</b>	Sciences, droit, économie	45	12	13	51	1 540
	Lettres, sciences humaines	67	15	17	43	1 300
<b>Diplôme santé-social, niveau bac+2</b>	Santé (notamment infirmières)	84	2	16	98	1 680
	Travail social	87	6	16	94	1 510
<b>Licence, licence professionnelle</b>	Sciences exactes et naturelles	58	5	11	84	1 640
	Droit, économie, sciences humaines	71	8	18	66	1 440
	Lettres, langues et arts	81	9	18	69	1 440
	Spécialités de la production	23	9	4	83	1 610
	Spécialités de services	49	10	9	71	1 500
<b>Masters 1 et 2, maîtrise, DEA, DESS</b>	Physique, mathématique	34	6	6	96	2 000
	Chimie, biochimie, sc. de la vie et de la terre	57	8	11	89	1 760
	Économie	59	7	8	73	1 790
	Droit, sciences politiques	70	9	10	82	1 940
	Histoire, géographie	57	8	15	80	1 590
	Sociologie, psychologie	82	13	35	80	1 480
	Français, littérature, philosophie	80	9	16	81	1 600
	Arts	60	13	30	76	1 360
	Langues, linguistique	85	9	17	77	1 650
	Spécialités de la production	28	7	7	93	2 060
	Commerce, vente	58	9	3	80	2 000
	Finances, assurances, comptabilité, gestion	52	5	6	73	2 070
	Communication, documentation	60	15	14	80	1 710
	Informatique, réseaux	18	9	3	94	2 300
<b>Diplôme d'école d'ingénieurs</b>	Généraliste	19	6	3	98	2 510
	Mécanique, électricité, électronique	15	4	5	97	2 470
	Informatique, réseaux	13	5	1	97	2 510
<b>Diplôme d'école de commerce et de gestion</b>		47	7	3	91	2 570
<b>Doctorat</b>	Sciences exactes et naturelles	34	6	5	96	2 330
	Droit, économie, lettres, sciences humaines	47	8	16	93	2 100
	Santé	60	2	25	99	2 570
<b>Ensemble diplômés de l'enseignement supérieur</b>		54	8	11	74	1 650

Source : Insee Première, n° 1313, octobre 2010

La deuxième citation vient de Claude Burgelin, professeur de littérature, qui relevait déjà, il y a un quart de siècle, que les filières d'humanités étaient vouées à une extinction programmée, qui ne s'est entre temps que partiellement réalisée – chacun pouvant décider par lui-même s'il faut se réjouir du verre resté, entre temps, à moitié plein ou devenu à moitié vide : « Qui donc peut bien encore aujourd'hui s'inscrire dans les UER de lettres et sciences humaines des universités ? Les responsables ministériels, les médias ont pourtant dit sur tous les tons que l'enseignement n'offrait à peu près plus aucun débouché et que c'était folie d'entreprendre actuellement ces études littéraires "qui ne mènent à rien". Il faut cependant bien le constater, il y a des obstinés qui s'accrochent »<sup>5</sup>.

Si je me suis attardé sur la description du matériel apparemment très exotique trouvé sur le site de PayScale, c'est parce qu'il me paraît illustrer avec une particulière clarté trois tendances souterrainement mais puissamment à l'œuvre au sein de la société et des institutions françaises, tendances longues mais en voie d'accélération, dont l'une des conséquences est de menacer dramatiquement nos « projets d'avenir » concernant l'enseignement des langues et des sciences humaines.

La première tendance se manifeste de ce côté-ci de l'Atlantique par *l'impératif de professionnalisation* – partagé avec une remarquable continuité à travers les basculements de majorité gouvernementale. Ce qu'on désigne par le nom trompeur de « chômage » étant universellement érigé en ennemi public n° 1 de la nation, n'est-il pas de toute évidence impératif et urgent de mieux ajuster nos formations aux besoins réels du marché de l'emploi ? Les « Trente Glorieuses » pouvaient peut-être se permettre de multiplier les enseignements de philosophie et de littérature, sans se préoccuper des débouchés de tels diplômes, dès lors qu'une économie en expansion régulière absorbait tout et n'importe qui dans sa croissance euphorique. Mais « la crise » est passée par là, et le plus élémentaire réalisme nous impose de compter nos sous. De combien de critiques littéraires, de sociologues, d'anthropologues ou d'historiens de l'art peut donc avoir besoin la France ? Quelques centaines, un petit millier ? Tout ce que nos facultés de lettres, de sociologie ou d'histoire de l'art produisent au-delà de ces besoins réels relève du gaspillage, faisant de ces facultés autant d'« usines à chômeurs ».

Parce que la France préfère la bureaucratie verticale à l'ajustement réciproque des intérêts par les mécanismes de marché, ce sont des ministères qui, par évaluations, décrets et micro-management interposés, imposent de haut un strict alignement des parcours d'études sur les débouchés offerts par le marché actuel de l'emploi. Les universités en sentent directement le poids à travers les consignes et les critères d'évaluation imposés par les récentes vagues de l'AERES. Chaque master est sommé de se mettre au garde-à-vous pour indiquer clairement à quels types d'emplois conduira la formation qu'il met en place. S'il échoue à s'aligner sur un débouché précis et crédible, c'est qu'il travaille pour le compte de la grande usine à chômeurs – et que ses jours sont comptés.

Même si PayScale opère dans le cadre d'une auto-sélection par les agents intéressés, plutôt que par directives ministérielles, la logique est fondamentalement convergente entre les statistiques américaines du *ROI Report* et les injonctions de l'AERES. Des deux côtés de

---

<sup>5</sup> Romuald Bodin et Sophie Orange, *L'université n'est pas en crise*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du croquant, 2013, p. 57. La citation de Geneviève Fioraso vient de *Le figaro.fr* en date du 20 mars 2013 ; celle de Claude Burgelin vient de *Le Monde*, 6 novembre 1979.

l'Atlantique, c'est la logique du retour sur investissement qui domine la structuration des parcours d'enseignement. Une formation ne mérite d'exister (d'être achetée par un étudiant / d'être financée par l'État) que si le marché actuel de l'emploi en rétribue les dépenses, que ce soit à travers une traduction directe en salaires individualisés (selon la logique de PayScale) ou que ce soit à travers l'optimisation planifiée des débouchés sur le marché de l'emploi (comme le demande l'AERES).

En quoi cet impératif de professionnalisation constitue-t-il une impasse pour l'enseignement supérieur, et plus généralement pour nos sociétés dans leur ensemble ? La liste d'arguments est longue, mais j'en signalerai trop rapidement trois points principaux :

1° Tel qu'il est conçu actuellement, l'impératif de professionnalisation tend à enfermer les étudiants beaucoup trop tôt dans des parcours excessivement spécialisés, comme si les études supérieures n'étaient que des parcours d'apprentissages de métiers intellectuels, alors qu'il faut les concevoir comme des constructions de compétences très larges d'analyse, de réflexion, d'argumentation et d'expression.

2° L'impératif de professionnalisation aligne strictement l'éducation de nos populations sur les seules exigences du marché sous régime capitaliste néolibéral, alors même que la logique de ce marché est en train de nous conduire tous à l'abîme social (d'inégalités exacerbées) et écologique (d'auto-destruction environnementale).

3° Parce que la professionnalisation – de même que son envers symétrique : le chômage – n'est conçue qu'en termes de revenus salariaux, toute une énorme part de la productivité réelle de nos activités échappe complètement à l'étalon avec lequel on mesure la rentabilité des investissements éducatifs. La survie et le bien-être de nos sociétés dépend de plus en plus d'une énorme palette d'activités non-salariées (bénévolat associatif, *care* de proximité, auto-formation permanente, capacité de négociation, d'invention de solutions nouvelles à des problèmes inédits, « *free labor* » et « *playbor* » sur Internet). Parce que ces activités passent en dessous des radars de la professionnalisation et du marché du travail, elles restent administrativement et politiquement invisibles, et se voient menacées d'extinction du fait de leur invisibilisation parfaitement artificielle.

Pour prendre une analogie à la mode, l'obsession de la professionnalisation revient donc à ne mesurer l'utilité des abeilles qu'aux quantités et aux prix du miel qu'on peut tirer de leurs ruches pour le vendre sur le marché des édulcorants. Dès lors que la canne à sucre, la betterave ou l'aspartame peuvent se commercialiser plus avantageusement que le miel, on décidera que le maintien des ruches ne rapporte plus de retours suffisants sur investissement, et l'on en interrompra la production – cela de façon très « rationnelle » d'un point de vue étroitement comptable. L'effondrement actuel des populations d'abeilles nous fait toutefois comprendre que la principale production de richesse émanant des abeilles n'est pas à situer dans les profits facilement mesurables liés à la vente du miel, mais dans le travail diffus de pollinisation qui a longtemps échappé à toute forme de calcul, mais dont on s'aperçoit qu'il est proprement vital et inestimable.

Le décalage entre calculs de professionnalisation et contribution réelle à la prospérité sociale se pose bien entendu d'une façon particulièrement cruciale pour les disciplines relevant des humanités. Au-delà de quelques critiques littéraires, traducteurs, sociologues et anthropologues dûment professionnalisés, c'est toutes nos populations qui doivent devenir (au moins un peu) critiques, traductrices, sociologues et anthropologues pour faire face aux

problèmes de plus en plus complexes que posent nos modes de vie de plus en plus intriqués et interdépendants. Comme les chiffres de PayScale et les commentaires de *The Economist*, les exigences du ministère et de l'AERES étrangent à moyen terme les enseignements supérieurs proposés dans ces disciplines, parce que leur vocation est d'être bien davantage que simplement « professionnalisante ».

### **L'excuse de l'épanouissement personnel**

Comment « défendre » ces disciplines contre la guerre larvée qui est actuellement menée contre elles sous couvert de professionnalisation ? Rien ne serait plus dangereux que de se rabattre sur la position de repli consistant à dire – comme le font ensemble Barack Obama et *The Economist* – que, même si des études d'histoire de l'art, de sociologie ou de littérature « ne remplissent pas le portefeuille », il faut les respecter parce qu'elles « nourrissent l'âme ». Comme l'illustre l'immédiate rétractation du président américain, cette deuxième tendance forte des discours actuels utilise l'argument de l'épanouissement personnel très précisément comme *une excuse* : oui, je contribue à votre extinction, mais ce que vous faites mériterait bien sûr de survivre. L'épanouissement personnel est d'autant plus facile à brandir qu'il ne coûte rien à personne et que nul ne songe à le quantifier. Or c'est sur des appareils de mesure que portent les conflits actuels – dans un monde où l'on réduit toujours plus étroitement ce qui compte à ce qui se compte.

Bien entendu, en tant qu'enseignants, nous devons faire sentir aux étudiants à quel point l'interprétation des textes, des langues ou des phénomènes sociaux nous aide à donner sens à nos vies, mais il serait prétentieux d'y voir le propre des filières de lettres ou de sciences humaines. Bien enseignées, des études de biologie ou de programmation informatique ont certainement de quoi enrichir les expériences des étudiants (voire les aider à *make the world a better place...*). Concevoir les humanités comme des « suppléments d'âme » n'est pas insultant, tout au contraire – pour autant qu'on précise que ce supplément est aujourd'hui « un produit de première nécessité » pour notre survie collective. Mais cela n'est resté pas moins très nettement insuffisant pour défendre nos filières.

Trois registres d'action me semblent indispensables pour déjouer les pièges inhérents à l'argument de l'épanouissement personnel, qui sert si souvent d'excuse à bon marché pour le saccage des filières d'humanités. Premièrement, loin de laisser aux seuls économistes le soin de mesurer la (non-) valeur de notre travail, nous devons développer à la fois des argumentaires et des outils de mesure pour faire mieux apparaître l'importance des activités de pollinisation intellectuelle auxquelles nous contribuons. Cela peut commencer par rappeler le fait banal mais significatif que les taux de chômage, pour en rester à ce seul indicateur leurrant, diminuent bien davantage en fonction du niveau d'études atteint que du choix de filière. Mais cela doit surtout prendre la forme d'enquêtes approfondies documentant les bienfaits des enseignements d'humanités pour l'ensemble des dimensions de nos existences – bien au-delà du seul domaine des revenus salariaux.

Un deuxième registre d'action, plus considérable encore, doit nous conduire à porter un regard réflexif et critique sur la façon dont nous-mêmes concevons nos disciplines. Il est indéniable que nos enseignements perdent en attractivité du fait de pressions extérieures qui poussent les étudiants à choisir des filières « rentables ». Mais il est plus que probable que nous sommes partiellement responsables de cette perte d'attractivité du fait de facteurs

*internes* à nos disciplines, qui n'ont pas fait assez pour se rendre attirantes, pertinentes, importantes au sein des transformations rapides du monde actuel. Si nos effectifs baissent, c'est aussi parce que nous ne parvenons pas à donner une image assez exaltante de ce que nous faisons dans nos salles de classes. Au sein de l'énorme compétition attentionnelle qui régit notre accès à la culture, tout cours qui ne s'efforce pas de répondre directement à la question de son importance sociale s'expose *de facto* à passer à la trappe. On peut le regretter, mais il faut le constater – et en tirer les conséquences.

Un troisième registre d'action est moins velléitaire, mais peut-être plus important encore. Au lieu de nous complaire avec tant de nos collègues dans un discours qui dévalue systématiquement les capacités et motivations des jeunes générations, pourquoi ne pas faire une avance de confiance à ceux que Claude Burgelin appelait, il a 25 ans déjà, ces « obstinés qui s'accrochent » ? S'ils se retrouvent dans nos cours, envers et contre tout, c'est que quelque chose les y a poussés, dont nous devons aider à faire émerger la positivité et la force – qui résident toutefois bien davantage dans leurs désirs et leurs besoins que dans notre savoir. Un peu d'humilité de notre part, postulant une intelligence propre à ce qui nourrit le comportement de nos étudiants, serait peut-être la meilleure façon de revaloriser nos filières. Si « nourrir l'âme » ne suffira pas à faire survivre institutionnellement les humanités, en revanche donner à l'âme de nos étudiants assez d'espace d'auto-détermination pour d'épanouir aussi puissamment et aussi librement que possible – voilà peut-être ce qui pourrait faire la spécificité et l'attrait de nos champs de recherche.

### **L'illusion de l'individualisation**

La troisième tendance que partagent les situations françaises et américaines, illustrées respectivement par nos politiques ministérielles et par les statistiques de PayScale, est plus profonde que les deux autres, et se situe bien à la racine des problèmes discutés jusqu'à présent. Sous l'inertie d'une pression multiséculaire qui remonte au moins à l'émergence de l'économisme capitaliste à l'époque des Lumières, tous nos systèmes sociaux se sont progressivement réorganisés autour de pertinences de plus en plus strictement individualisées. Le rapport salarial en est bien entendu un exemple emblématique, particulièrement sous sa modalité néolibérale, mais on voit depuis quelques années nos systèmes de retraite passer également de la couverture collective par répartition à des assurances et fonds de pensions individualisés. Comme l'ont bien montré Michel Foucault et Pierre Bourdieu, parmi bien d'autres, l'école a été un facteur essentiel de ce mouvement d'individualisation des performances et des compétences, dans la mesure où elle assigne à chacun une palette de notes et de rangs qui le positionnent très précisément au sein des diverses compétitions à travers lesquelles se joue « la réussite sociale ». Chacun(e) de nous, dès lors que nous acceptons de jouer le jeu des notes, fonctionne comme un agent direct de cette énorme individualisation multiséculaire de nos rapports sociaux – avec les grandes écoles y jouant sans doute un rôle encore plus caricatural à travers leur habitude de classer sur une seule échelle de réussite leurs diplômés de l'année.

Or cette individualisation nous conduit aujourd'hui clairement dans le mur social et écologique. L'échelle des intérêts individualisés n'est plus du tout en phase avec des phénomènes comme les centrales nucléaires, les délocalisations de production ou le dérèglement climatique : et du point de vue des distances spatiales et de celui des horizons

temporels, l'individualisation exacerbée de nos modes de décision conduit au suicide collectif. Or, au lieu d'aller à l'encontre des tendances perverses de cette individualisation forcenée, la plupart des « réformes de l'éducation » concoctées ces dernières années en accélèrent la logique calamiteuse.

PayScale en fournit bien entendu une illustration caricaturale, mais c'est seulement le sommet d'un iceberg présent sous beaucoup d'autres phénomènes. Si les étudiants américains sont conduits à calculer le retour sur investissements de leurs quatre ans d'université, c'est parce que le coût de leur éducation a été strictement individualisé sous forme de frais d'inscription et de dette étudiante. Encore une fois, il ne s'agit pas que d'une bizarrerie américaine : l'Angleterre vient de s'engouffrer dans un processus similaire en à peine quelques années, et l'on entend régulièrement en France des appels à aller dans ce sens, avec des premières percées comme la hausse des frais d'inscription de Sciences Po Paris.

Contre cette tendance lourde et autodestructive, l'urgence est d'affirmer et de faire reconnaître *la nature de bien commun des acquis éducatifs*<sup>6</sup>. On entend souvent dire qu'il faut un village pour éduquer un enfant ; il faut ajouter que c'est tout le village qui s'enrichit des compétences de chacun de ses membres. Et il faut surtout en tirer les conséquences pratiques : l'éducation doit être conçue, traitée, cultivée, soignée et financée comme un bien commun, au même titre que l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et la pollinisation accomplie par les abeilles. Non sans ironie, on trouve sur le site de PayScale l'une des affirmations les plus saisissantes de la valeur commune de l'éducation, attribuée à Victor Hugo, côtoyant ici le président Obama et de Tom Hanks, affirmation selon laquelle « ouvrir une école, c'est fermer une prison ». On sait que les taux d'incarcération sont encore plus sensibles à l'obtention de diplômes que les taux de chômage. Parmi le travail de pollinisation invisible accompli par les études supérieures, il faudrait aussi compter le fait de moins recourir aux crimes pour promouvoir ses intérêts individuels. Or comme l'air que l'on respire, cette « non-criminalité » ne se voit pas et ne se mesure que très difficilement. Combien d'autres compétences ou modes de comportements ne sont-ils pas également inculqués de façon diffuse par des cursus de langues, de lettres, de philosophie, de psychologie ou de sociologie ?

## 2013 - 2014 PayScale College Salary Report

 [Full School List](#)

 [Best Schools by Major](#)

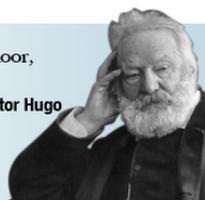
 [Best Schools by Region](#)

 [Best Schools by Type](#)

 [Choosing a Major](#)

“He who opens a school door,  
closes a prison.”

- Victor Hugo



[College Grads Advice](#) [Infographics/Slideshows](#) [College Selector Tool](#) [Methodology/FAQ](#) [For Colleges](#)

### Choosing a Major

Sort through PayScale's lists of majors to find out which majors have the highest salary potential and which majors can impact the world.

<sup>6</sup> Voir sur ces questions, Pierre Dardot et Christophe Laval, *Commun. Une révolution du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

La véritable question est donc de savoir comment valoriser cette productivité diffuse de l'éducation en général, et de certaines filières apparemment peu rentables en particulier. Car les retours (communs) sur investissement (publics) sont bien là – sauf qu'ils échappent aux appareils de mesure auxquels les réduit une approche étroitement economiciste. Le problème n'est donc pas que les étudiants « fassent les mauvais choix » en s'orientant vers certaines filières plutôt que d'autres. Le problème vient de ce que des appareils d'orientation – illustrés en l'occurrence par PayScale et par les directives ministérielles – individualisent artificiellement et étroitement leurs motivations en termes de soumission aux logiques actuelles du marché de la dette, du placement financier ou de l'emploi, tel que ce marché est régi lui-même par les calculs de profit capitaliste.

### **L'ubiquité de la médiation**

Pour peu qu'on les redéfinisse comme *des pratiques réfléchies de l'interprétation, les humanités sont amenées à occuper une place centrale au sein de nos transformations sociales actuelles*. Que faisons-nous dans nos cours de langues, de lettres, d'histoire de l'art, de sociologie, de psychologie, d'histoire, d'anthropologie ou de philosophie, sinon essayer de comprendre comment les sociétés humaines produisent le sens qui leur permet de s'orienter dans le monde ? Il n'y a certes pas de profession spécifique, inscrite au registre du commerce, qui serve de débouché précis pour ce type d'apprentissage – d'où l'invisibilisation de notre productivité diffuse au sein des appareils de mesure et d'orientation actuels. Et pourtant, ce que nous faisons avec nos étudiants touche à la base même de toutes nos autres activités productives – à leur infrastructure sémantique et affective de valorisation. Si tout être humain décode et interprète en permanence les données sensorielles qui lui parviennent de son environnement, notre spécificité est de constituer des espaces de réflexion critique sur ces pratiques interprétatives omniprésentes. Ces pratiques réfléchies de l'interprétation nous font à la fois toucher du doigt, valoriser, adapter et cultiver activement la constitution même de notre commun.

Le repositionnement des études littéraires au sein d'« études de media comparés », catégorie proposée par Katherine Hayles, professeur de littérature à l'université de Duke aux USA<sup>7</sup> fournit un cadre renouvelé, inclusif et fédérateur, nous permettant de continuer à faire ce que nous faisons de bien, ainsi que de concevoir de nouvelles activités, plus directement en phase avec les évolutions sociales en cours – dans une perspective d'échanges mutuellement enrichissants avec certaines disciplines parentes et voisines.

Les études de media comparés reposent sur trois principes étroitement liés entre eux :

1. *Étudier nos objets d'investigation en tant qu'ils constituent des media* : qu'on travaille sur des poèmes latins, sur des tragédies raciniennes, sur des romans postcoloniaux, mais aussi sur des films, des séries télévisées, des scénographies ou des chorégraphies, tous nos objets d'études et d'enseignements peuvent être approchés en tant que *media*<sup>8</sup>, pour autant

---

<sup>7</sup> Ce syntagme ainsi que le cadrage proposé ici s'inspirent du travail de Katherine Hayles qui promeut des *Comparative Media Studies* dans son ouvrage de 2012, *How We Think. Digital Media and Contemporary Technogenesis*, University of Chicago Press, 2012.

<sup>8</sup> À la suite de Thierry Bardini, on distinguera la graphie « media » (sans accent ni -s), désignant les objets techniques et symboliques considérés dans leurs propriétés médiologiques, tels que l'humanité en a produits depuis des millénaires, de la graphie « médias », désignant de façon plus restreinte les mass-médias (presse,

qu'on infléchisse la définition courante de ce terme en lui ajoutant la dimension à la fois inclusive, précise et stimulante récemment proposée par Jussi Parikka : « Les media consistent en une action de plier le temps, l'espace et les agentivités ; ils ne sont pas la substance ou la forme à travers lesquelles des actions prennent place, mais un environnement de relations dans lequel le temps, l'espace et les capacités d'action émergent »<sup>9</sup>.

2. *Étudier la spécificité de chacun de nos objets d'investigation en tant qu'il constitue un médium singulier.* Si le premier mouvement consiste à redécrire nos objets d'étude en faisant apparaître ce qui les qualifie comme media (en général), le deuxième mouvement consiste à identifier et à faire reconnaître ce qui distingue les propriétés médiologiques d'un poème latin de celles d'un roman postcolonial, d'une série télévisée, d'une chorégraphie, ou d'un autre poème latin. Le comparativisme peut porter bien entendu sur des comparaisons entre différents media, différentes cultures, différentes langues, différents genres, différentes écoles, différents courants, différentes périodes, mais à l'intérieur de chacune de ces classes, il vise aussi à faire apparaître la singularité médiologique de chacune des œuvres analysées. Ce comparativisme invite également à contraster (pour leur enrichissement mutuel) différentes approches méthodologiques (narratologie, études subalternes, thématique, génétique textuelle, éco-critique, etc.) essayées sur la même œuvre singulière. Ce que nous comparons à travers nos diverses études, c'est bien – pour reprendre les termes de Parikka – différentes façons que proposent les œuvres de « plier le temps, l'espace et les agentivités ».

3. *Concevoir nos études comparatives sous l'horizon d'une archéologie des media inscrivant la prétendue nouveauté des media numériques dans la perspective à long terme de pratiques multiséculaires de médiation.* L'affirmation d'une pertinence sociale actuelle des études de media comparés peut s'appuyer sur un besoin urgent de mieux identifier et de mieux comprendre – mais aussi de relativiser – ce que nos « nouveaux media » (le numérique, Internet, la gouvernementalité algorithmique) contiennent de promesses et de menaces dans l'évolution constante de notre anthropogénèse. Que nous pratiquions les tweets, ayons notre page Facebook, ou que nous nous en méfions comme de la peste, nous occupons une place stratégiquement essentielle pour aider notre société à mieux comprendre et maîtriser les dispositifs techniques et symboliques qui régissent nos interactions. Les études littéraires élaborent depuis vingt-cinq siècles des outils d'analyse qui restent de très loin les plus fins à ce jour pour rendre compte de l'efficacité et de la subtilité des médiations symboliques qui contribuent à plier le temps, l'espace et les agentivités humaines. La rhétorique antique, l'exégèse médiévale, la philologie issue de la Renaissance, la critique historique pratiquée à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, la didactique émanée des réformateurs pédagogiques de la modernité naissante, ainsi que tous les courants disciplinaires qui se sont succédés depuis, ont accumulé un arsenal méthodologique et conceptuel qui nous met en position idéale pour aider nos contemporains à resituer nos prétendues nouveautés dans des évolutions à très long terme, ainsi qu'à mieux identifier et à mieux mesurer les implications des quelques innovations véritablement inédites dont nous sommes témoins et acteurs. C'est à ce mouvement de va-et-vient entre les innovations numériques et le recul historique apporté par la connaissance des

---

radio, télévision), tels qu'ils se sont développés depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Cf. Thierry Bardini, « Entre archéologie et écologie : Une perspective sur la théorie médiatique », à paraître.

<sup>9</sup> Jussi Parikka, « Media Ecologies and Imaginary Media: Transversal Expansions, Contractions, and Foldings », *The Fibreculture Journal*, n° 17 (2011), p. 35 disponible sur [fibreculturejournal.org](http://fibreculturejournal.org).

médiations symboliques du passé lointain qu'est dédiée la discipline émergente de l'archéologie des media – dont il n'est guère étonnant de constater que les pionniers émanent presque tous de formations littéraires (Marshall McLuhan, Friedrich Kittler, Siegfried Zielinski, Daniel Bougnoux, Stefan Andriopoulos).

Ainsi redéfinies, nos études peuvent revendiquer un positionnement épistémologique et « professionnalisant » crucial au sein de nos pratiques sociales. Bien au-delà du supplément d'âme et d'une meilleure compréhension de l'impact des nouveaux media, nous nous positionnons comme des *spécialistes de la médiation*, à la fois sur le plan de son étude analytique et sur celui de ses modulations pratiques. En des termes vulgarisés par Bruno Latour, notre travail consiste à faire sentir et comprendre en quoi tout « intermédiaire » (s'efforçant d'être aussi efficace et transparent que possible) contient la présence d'un « médiateur » (doté de son agentivité propre). Une panne ou une crise symbolique ne sont rien d'autre que l'irruption du médiateur outrepassant et brouillant son rôle attendu de simple intermédiaire<sup>10</sup>.

Un tel repositionnement nous permet de développer des argumentaires servant de contre-feux au laminage de nos effectifs sous l'impératif de professionnalisation : en analysant et en enseignant la complexité et les subtilités des pratiques de médiations, nous opérons à une échelle vouée à rester invisible du point de vue des débouchés professionnels. La médiation n'est localisable *nulle part* comme telle dans la liste des métiers ; et pourtant, la médiation est *partout*, mais sous forme diffuse, puisque nul ne peut être un bon collaborateur de quelque entreprise que ce soit s'il n'a pas acquis une certaine compétence de médiateur. Notre fonction sociale est d'apprendre à mieux parler les langues de la médiation – à l'heure où nos chaînes d'actions sont de plus en plus en plus longues, complexes, intriquées, et donc de plus en plus fragilisées par les difficultés de médiation. Nos parcours ne sont ni plus ni moins « professionnalisants » que ceux qui enseignent à (mieux) parler ou écrire – dont il serait absurde de mesurer « les débouchés » au seul nombre des discoureurs professionnels. Qu'elles portent sur les arts du spectacle, l'histoire littéraire, la didactique, la traduction ou la création poétique, les études de media comparés proposent un apprentissage de la médiation comme médiation – et nul savoir n'est appelé à être aussi précieux dans les transformations actuelles de nos sociétés.

Loin de relever de la seule « joie », ou du seul épanouissement individuel, les humanités, conçues comme pratiques réfléchies de l'interprétation et comme études des médiations en tant que médiations, touchent au cœur de ce qui nous fait tenir ensemble. Elles n'ont littéralement pas de prix – non au sens où elles échapperaient à toute mesure, mais au sens où les prix du marché sont incapables d'en rendre compte. Leur prix apparaît clairement quand le sens du commun se délite, dans les cas de conflits religieux et de guerres civiles. C'est à nous qu'il appartient de faire sentir ce prix avant de pâtir de leur délitement – non seulement pour défendre nos intérêts corporatistes, mais surtout pour assurer notre survie commune.

---

<sup>10</sup> Voir sur ce point, Bruno Latour, « Media et modes d'existence », *INA Global*, n° 2, juin 2014.